

La Croix du Nord : supplément  
régional à la Croix de Paris  
["puis" grand journal  
quotidien du Nord de la  
France]

| . La Croix du Nord : supplément régional à la Croix de Paris ["puis"  
| grand journal quotidien du Nord de la France]. 1948-07-07.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).

# Le prix du blé

## La pierre de touche de la situation économique et politique

Les délibérations du Conseil Economique, dont la session plénière s'est ouverte mardi après-midi au Palais Royal, occuperont vraisemblablement la vedette pour un certain temps. A l'ordre du jour de cette réunion figure, en effet, l'examen « pour avis » du statut de l'Office National Interprofessionnel des Céréales (O. N. I. C.) qui s'élargira très vite à la discussion d'une question particulièrement brûlante : « La fixation du prix du blé ».

Le problème, en effet, qui pose en définitive celui du pain quotidien de tous les Français, est, pour les masses agricoles, la pierre de touche de la situation économique. A trois mois de deux consultations populaires, importantes, les considérations électorales la rendent particulièrement délicate à résoudre. Les positions tranchées adoptées par certains partis de la majorité — la S.F.I.O. notamment, qui demande son relèvement sans augmentation du prix du pain, la différence étant payée par une subvention — paraissent pas faites pour faciliter un accord sur ce thème.

Parallèlement aux études et aux pourparlers entrepris à ce sujet se développent, à travers les consultations du gouvernement et les conférences des directions syndicales, les efforts tentés pour une revalorisation du pouvoir d'achat, qui intéressent surtout les populations urbaines.

### LE GÉNÉRAL EISENHOWER NE SERA PAS CANDIDAT

Le général Eisenhower a déclaré officiellement que ses vues concernant la fonction publique restaient les mêmes qu'au début de l'année et qu'il avait l'intention de demeurer à son poste de président de l'Université de Columbia.

### LE TRAFIC MARITIME MARSEILLE-AFRIQUE DU NORD EST INTERROMPU

Le Syndicat des Inscrits Maritimes a décidé de suspendre toutes les relations maritimes avec l'Afrique du Nord. Les navires pour toutes autres destinations subiront 24 ou 48 heures de retard.

# Notre avenir

Les débats qui occupent présentement l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale et qui ont trait à l'accord direct France-Etats-Unis, nécessité par la mise en vigueur du Plan de reconstruction européenne ou Plan Marshall, sont du plus haut intérêt. Et pourtant ils se déroulent dans une semi-indifférence et devant des fauteuils à moitié vides.

Tandis que nous y songeons à peine c'est notre sort et, plus encore que le nôtre, le sort de ceux qui nous suivent qui sont en jeu. Cela voudrait tout de même que nos représentants, et spécialement ceux qui affectionnent la critique, fassent preuve d'un peu moins de désinvolture.

Certes l'accord sera voté, confortablement même. Pour la bonne raison que nous ne pouvons nous passer du Plan Marshall — ou alors il faudrait réduire notre niveau d'existence de 50 % — et pour l'autre motif aussi valable que nos partenaires américains ne demandent plus rien qui soit incompatible avec notre liberté de décision.

Mais il y a, au delà et en dehors de l'accord bilatéral et du Plan Marshall lui-même, deux aspects primordiaux de la situation à considérer. Quelle que soit son ampleur, l'aide américaine ne satisfait pas tous nos besoins. Pour faire tourner nos usines, pour obtenir ce que la terre de France n'aura encore pu nous fournir en quantité suffisante, il faudra dépenser l'an prochain une centaine de milliards supplémentaires. Nous ne pourrions pas les payer en espèces. Nous verrons peut-être quelques pays ou quelques organismes nous faire à nouveau crédit pour une partie... Mais il sera surtout indispensable que nous puissions développer nos propres ventes à l'étranger. C'est un premier point noir.

Le Plan Marshall, grâce auquel, tout de même, nous ferons face aux plus urgentes nécessités, n'est pas une simple charité. Il n'a de sens que s'il nous permet — ainsi qu'aux autres bénéficiaires — de remonter définitivement la pente et non pas de subsister modestement. Son but est de faire en sorte qu'en cinq ans, nous ayons la possibilité de vivre sans nouveau secours, c'est-à-dire que nous ayons rétabli notre équilibre économique, non seulement à l'intérieur, mais aussi et surtout à l'extérieur ; que nos importations et nos exportations s'équilibrent, par conséquent. C'est pourquoi les Etats-Unis ne nous font pas payer les livraisons consenties au titre du Plan Marshall, mais nous obligent à consacrer leur valeur en francs à des travaux de reconstruction et d'équipements...

Mais alors réfléchissons un instant. Qu'arriverait-il si nous ne parvenions pas, dès 1949, avec le Plan Marshall, à nous tirer d'affaire pour le surplus ? Qu'arriverait-il aussi s'il apparaissait bientôt que le Plan Marshall parviendrait à épuiser sans que nous soyons capables d'assurer notre subsistance ? C'est alors vraiment que nous risquerions de perdre notre indépendance, d'être placés en position de liquidation judiciaire.

L'accord bilatéral et le Plan Marshall nous laissent toutes nos chances en mains. Si nous ne nous montrons pas aptes à en profiter ce serait, irrémédiablement, la décadence. Je ne crois pas qu'on ait suffisamment compris la gravité de la partie qui commence. Sans qu'il y ait plus attentif et on ne se livrerait pas avec autant de frénésie à d'autres jeux, peut-être exaltants, mais, réellement, hors de raison.

Nous sommes, en fait, comme un joueur qui vient de perdre tellement qu'il n'est plus en mesure de continuer et à qui le gagnant, pour ne pas interrompre la partie, rend une part de ses gains. De deux choses l'une. Ou bien nous nous remettons à flot, ou bien nous sombrons tout à fait... Avec cette différence fondamentale, toutefois, que ce n'est pas le hasard mais notre propre volonté qui commande notre destin.

### Le reclassement des fonctionnaires

Les travaux du plan définitif de reclassement des fonctionnaires étant pratiquement terminés, un prochain Conseil de Cabinet sera appelé à prendre une décision à cet égard.

Ce Conseil, qui pourra être convoqué jeudi prochain, aura en outre à déterminer la répartition des 30 milliards de crédits (reclassement des fonctionnaires civils et militaires, pérennisation des retraites) constituant la première tranche de reclassement.

Les fonctionnaires devraient ainsi toucher fin juillet à la mi-août un rappel de traitement à dater du 1er janvier dernier.

### M. HERRIOT A 76 ANS

Les membres du Conseil Municipal ont offert au Président Herriot, à l'occasion de son 76ème anniversaire, un service en porcelaine de Sévres.

M. Herriot, a répondu qu'il n'oublierait pas que dans la même salle du conseil, on avait été 30 ans.

## Conférence danubienne et nationalismes balkaniques

par GUSTAVE AUCOUTURIER

C'est par une démarche conjointe des quatre grandes puissances, y compris l'U.R.S.S., que la Yougoslavie est confirmée dans le rôle de médiateur inviolable pour la Conférence Internationale qui doit, à partir du 30 juillet prochain, régler les modalités d'application du principe de la liberté de navigation sur le Danube.

Enfin, malgré le malentendu initial auquel avait donné lieu la fixation du lieu de cette conférence, et qui avait été l'un des premiers symptômes patents du refroidissement entre la Yougoslavie et le Kremlin, l'U.R.S.S. maintient le consentement donné par elle après coup (mais avant la rupture entre le Kominform et le Parti communiste yougoslave) à la convocation à Belgrade de la Conférence danubienne.

C'est une attitude conforme à la position de principe qui a toujours été celle du Kremlin, au temps du Kominform comme au temps du Kominform, maintenant sur deux plans différents les relations entre l'Etat et les relations entre partis communistes. La distinction a souvent été dénoncée, hors de Russie, comme fictive et avantageuse pour les menées extra-diplomatiques attribuées à Moscou. Mais Moscou, s'y tient formellement.

D'une façon générale, les observateurs épris de réminiscences historiques n'ont pas de peine à retrouver, dans l'effacement pratiqué par le conflit Tito-Kominform, les ferments, demeurés aussi actifs à l'âge de l'Union soviétique qu'au temps capitulatives, des vieilles rivalités de nationalités balkaniques. La chose s'explique d'autant mieux que l'U.R.S.S. soutient aujourd'hui de réfréner ses tendances nationalistes pour autant qu'elles pourraient se fédérer, à pour une bonne part contribués à la légitimité au nom de la lutte contre l'impérialisme occidental, et même leur a donné l'exemple : le patriotisme soviétique officiel ressemble à s'y méprendre à la traditionnelle mystique de la grandeur de l'Empire russe. C'est bien, notamment, en encourageant le nationalisme des riverains du Danube que l'U.R.S.S. a réussi à imposer l'abrogation de fait de l'ancien régime international de ce fleuve, et à imposer la convocation de la Conférence qui va se tenir à Belgrade.

Les grandes puissances essaieront d'y défendre, contre les prétentions de souveraineté exclusive des riverains soutenus par Moscou, les droits définis par d'anciens accords internationaux. Il est fort probable, en particulier, que ceux qui, à Washington et ailleurs, misent plus ou moins naïvement sur les intentions d'indépendance Tito par rapport à Moscou, auront alors l'occasion de se convaincre que la Yougoslavie titiste n'est nullement disposée à abandonner la solidarité du Bloc oriental.

On a pu remarquer par exemple, ces jours-ci, que parmi tous les journaux moscovites, seuls les trois hebdomadaires officiels des organisations du parti bolchevik ont donné pleine publicité à la condamnation du parti yougoslave par le Kominform.

La même distinction entre le partiisme et le fait à Sofia, où l'on s'est empressé de faire savoir officiellement que la résolution du Kominform n'entame pas les relations d'amitié établies par le traité signé l'intérieur du Front national yougoslave. Encore discerné-on quelque embarras dans la position prise par M. Dimitroff : cela prouve peut-être de ce qu'aucun symptôme de schisme n'a encore éclaté dans le mouvement des puissances occidentales à quitter la capitale allemande.

On confirme au Quai d'Orsay que l'Ambassadeur de Grande-Bretagne, à Paris, a récemment communiqué aux gouvernements français les documents dont elle disposait établissant les préparatifs d'insurrection des communistes à Berlin. On confirme également que ces documents correspondaient aux renseignements dont disposaient déjà pour leur part les autorités françaises.

Sous le titre : « Les instructions secrètes du parti communiste allemand à ses troupes de choc pour le déclenchement d'un mouvement insurrectionnel à Berlin », le Figaro a publié le document suivant avec la mention « Très secret ».

### Consigne pour le cas d'une proclamation de l'état de crise par les masses ouvrières de Berlin

1° La distribution d'électricité et d'autres fournitures essentielles sera désorganisée.

Nos camarades se rendront sans délai, aux emplacements où leur ont été communiqués et, dans les secteurs occidentaux, la masse de la population inoccupée devra se trouver dans les rues et sur les places ; des fonctionnaires spéciaux dirigeront l'action et nos détachements spéciaux d'intervention « sonderellastruppen » ne recevront leurs instructions que du Comité central ;

2° Dans tous les secteurs, sous la direction de nos détachements spéciaux, la foule des manifestants fera des démonstrations en faveur de l'unité de Berlin et de l'unité monétaire ; elle occupera, en définitive, l'Hôtel de Ville, les Mairies de districts et un certain nombre de positions, et d'immeubles qui sont encore à désigner ;

3° D'autres précisions seront données ultérieurement en ce qui concerne l'action prévue au paragraphe 2 ci-dessus. Celle-ci sera exécutée sous la protection des

REDACTION  
115, Rue d'Angleterre  
LILLE - Téléph. 500.54  
Direct. : G. BROUCQSAULT

GRAND QUOTIDIEN DU NORD DE LA FRANCE

# Une note de protestation contre le blocus de Berlin a été remise à Moscou

La note française traitant de la situation à Berlin a été remise, mardi à 16 heures, à M. Bogomolov, ambassadeur de l'Union Soviétique à Paris. Des notes similaires ont été remises simultanément aux ambassadeurs de l'U. R. S. S. à Washington et à Londres. Bien que le contenu des notes n'ait pas été divulgué, on déclare dans les milieux bien informés que les notes, si elles reflètent les récentes déclarations publiques des hommes d'Etats occidentaux, réaffirment et prouvent le bon droit des trois alliés à partager avec le quatrième la souveraineté à Berlin.

### Elles subordonnent cette discussion de l'ensemble du problème au rétablissement des communications avec Berlin.

### Réunion des commandants des secteurs occidentaux de Berlin

Les commandants des secteurs français, britannique et américain se sont réunis à York House, siège du gouvernement militaire britannique de Berlin.

Elles indiquent que les trois puissances occidentales sont disposées à discuter à nouveau de l'ensemble du problème allemand avec la quatrième puissance.

### Des mesures policières aggravent la situation à Berlin

L'adjoint du chef de la police allemande en secteur oriental, a ordonné un contrôle de jour et de nuit de tous les camions et de toutes les voitures postales qui veulent se rendre dans les secteurs occidentaux. Les chargements de produits alimentaires, de matériaux de construction et de matériel téléphonique doivent être saisis. Les camions et les chauffeurs seront conduits à la plus proche Kommandatura soviétique.

### Reunion des commandants des secteurs occidentaux de Berlin

Les commandants des secteurs français, britannique et américain se sont réunis à York House, siège du gouvernement militaire britannique de Berlin.

Elles déclarent dans les milieux américains qu'ils examineront les problèmes que pose la réforme monétaire.

### Des mesures policières aggravent la situation à Berlin

L'adjoint du chef de la police allemande en secteur oriental, a ordonné un contrôle de jour et de nuit de tous les camions et de toutes les voitures postales qui veulent se rendre dans les secteurs occidentaux. Les chargements de produits alimentaires, de matériaux de construction et de matériel téléphonique doivent être saisis. Les camions et les chauffeurs seront conduits à la plus proche Kommandatura soviétique.

### Reunion des commandants des secteurs occidentaux de Berlin

Les commandants des secteurs français, britannique et américain se sont réunis à York House, siège du gouvernement militaire britannique de Berlin.

Elles déclarent dans les milieux américains qu'ils examineront les problèmes que pose la réforme monétaire.

# Les communistes auraient fomenté une insurrection à Berlin

Un complot aurait été formé à Berlin par les communistes tendant à créer une situation qui obligerait les autorités d'occupation des puissances occidentales à quitter la capitale allemande.

On confirme au Quai d'Orsay que l'Ambassadeur de Grande-Bretagne, à Paris, a récemment communiqué aux gouvernements français les documents dont elle disposait établissant les préparatifs d'insurrection des communistes à Berlin. On confirme également que ces documents correspondaient aux renseignements dont disposaient déjà pour leur part les autorités françaises.

Sous le titre : « Les instructions secrètes du parti communiste allemand à ses troupes de choc pour le déclenchement d'un mouvement insurrectionnel à Berlin », le Figaro a publié le document suivant avec la mention « Très secret ».

### Consigne pour le cas d'une proclamation de l'état de crise par les masses ouvrières de Berlin

1° La distribution d'électricité et d'autres fournitures essentielles sera désorganisée.

Nos camarades se rendront sans délai, aux emplacements où leur ont été communiqués et, dans les secteurs occidentaux, la masse de la population inoccupée devra se trouver dans les rues et sur les places ; des fonctionnaires spéciaux dirigeront l'action et nos détachements spéciaux d'intervention « sonderellastruppen » ne recevront leurs instructions que du Comité central ;

2° Dans tous les secteurs, sous la direction de nos détachements spéciaux, la foule des manifestants fera des démonstrations en faveur de l'unité de Berlin et de l'unité monétaire ; elle occupera, en définitive, l'Hôtel de Ville, les Mairies de districts et un certain nombre de positions, et d'immeubles qui sont encore à désigner ;

3° D'autres précisions seront données ultérieurement en ce qui concerne l'action prévue au paragraphe 2 ci-dessus. Celle-ci sera exécutée sous la protection des

commandos renforcés de police allemande. La police allemande et la police militaire interviendront contre la foule des manifestants et il y a lieu de prévoir de nombreux morts et blessés lors des engagements, ainsi, qu'en outre, beaucoup d'arrestations ;

4° Lorsque cette situation se trouvera réalisée, les forces d'occupation soviétiques assureront la protection de toute l'agglomération berlinoise et garantiront sa sécurité.

C'est aux commandants de section que nos détachements spéciaux obéiront.

Les troupes soviétiques mettront en demeure, sous garantie de leur sécurité, les membres des forces d'occupation occidentales de se retirer sur un territoire déterminé ;

5° Le peuple des travailleurs, rassemblée, proclamera l'état de crise publique général.

Nos détachements spéciaux étant les seuls organes encore en fonction, seront chargés par la foule d'instaurer une administration provisoire ;

### L'INDEPENDANCE DAY AUX ETATS-UNIS A FAIT 600 MORTS

Selon les derniers renseignements parvenus à New-York, le nombre de personnes qui ont trouvé la mort au cours de l'insurrection d'Independence Day s'élève à 602.

157 personnes se sont noyées, 273 ont péri dans des accidents automobiles, 10 dans des accidents d'aviation et 134 ont été tués dans des accidents divers.

### LE TOUR DE FRANCE

## La Montagne doit parler !

Mais ROBC et les Seigneurs du Tour constatent leur erreur

Brambilla à 11'06" ; Impanis 15" à 11'18". Ronconi à 11'48". Il faut ensuite descendre aux 17<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> places pour retrouver à 20' du leader Bobet, Ockers et notre favori Camellini.

La 11<sup>e</sup> n'a pas encore été fait mention de Bartali placé à 21' de Vietto qui voisine avec les Martin et Lauck vers la 30<sup>e</sup> place, encore moins de Fachinelli et Robic que l'on s'étonne de voir à la 45<sup>e</sup> place juste avant De Muer, notre représentant.

La débandade des vedettes est manifeste, à la fin du premier acte de la grande boucle qui place aujourd'hui les coureurs au pied de la montagne. Les cours tactiques sont allés bon train au cours de cette journée de détreinte formations, on retint le plus possible les combattants d'aujourd'hui, pendant que Tito par rapport à Moscou, auront alors l'occasion de se convaincre que la Yougoslavie titiste n'est nullement disposée à abandonner la solidarité du Bloc oriental.

Les Belges, pour leur part, furent consignés dès la minute aurore à la chaîne ; dans les autres, cette mesure l'indice d'une attaque de grand style ?

Archaubaud fit stopper Danguillaume. Les malheureux 200 m. qui marquèrent l'écoulement de l'accident devinrent bientôt 300 puis 400 m. La, le directeur...

Le 20<sup>e</sup> de retard qui constitue le plus gros handicap pour le petit « Biquet » le Breton est moins persuadé qu'il aura sorti des étapes pyrénéennes, cet écart aura fondé comme neige au soleil.

Pourtant, devant son nom accroché à la 45<sup>e</sup> place, les Bartali, Camellini, Ockers, Ronconi, Impanis, Scardini, n'arguent intempestivement le caractère volontaire de l'ex-mallot jaune.

« Je peux agir comme je veux, l'écart qui me sépare des vedettes précitées restera le même, constate mélancolement le gars Jean, qui n'envisage pas de gaieté de cœur son futur rôle de domestique.

L'équipe de France, durant les six étapes précédentes, ne fut pas trouver les éléments obscurs qui assurent le succès des vedettes l'incident de St-Marie de Croix en est la dernière preuve.

Robic creva, resta seul sur la route, puis un kilomètre plus loin le gosse Lazarides l'écoula tout ce qu'il avait en cœur, consentit à porter secours au capitaine de l'équipe française.

Le mal était fait ; je cinq de France, complètement épuisé, franchit en ordre dispersé le signe d'arrivée avec 3 nouvelles minutes de retard sur le groupe des seigneurs.

### Maigres satisfactions

« Je vous entends dire : « Comme il est pessimiste le signataire de ces lignes restera le même, constate mélancolement le gars Jean, qui n'envisage pas de gaieté de cœur son futur rôle de domestique.

### LE COMTE BERNADOTTE DEMANDE LA PROLONGATION DE LA TREVE EN PALESTINE

Après le rejet de ses propositions de paix par l'Etat d'Israël et par les Arabes, le comte Bernadotte a demandé au Conseil de Sécurité de prendre des mesures pour que soit prolongée la trêve en Palestine, dont l'expiration arrive vendredi prochain. En lançant un appel dans ce sens aux Juifs et aux Arabes, le médiateur de l'O. N. U. se charge de régler les détails de cette question.

## INONDATIONS dans les Vosges

A Grandes-sur-Vologne, la Vologne est en crue, les prés, les champs et les routes sont en partie recouvertes par les eaux. En certains endroits les habitations en bordure de la rivière sont partiellement inondées.

A Raon-l'Étape, l'état d'alerte a été donné. Cent immeubles ont leur rez-de-chaussée envahis par les eaux. On ne signale nulle part de victime.

Dans toute la vallée, des dégâts très importants ont été causés par les eaux. Partout les chantiers de reconstruction des ponts détruits ont subi de graves dommages.

### SOKOLOWSKI changera son lieu de résidence

Selon l'agence D.P.D., le maréchal Sokolowski abandonnerait sa résidence de Babelsberg, aux abords immédiats du secteur américain de Berlin, pour s'installer dans une villa de campagne à km au sud-est de Berlin.

### Le coût du ravitaillement de Berlin par avion

C'est actuellement à 30.000 livres que s'élève le coût du transport du ravitaillement par voie aérienne entre les zones occidentales et Berlin pour les seuls avions britanniques, déclare-t-on au Ministère de l'Air anglais.

### L'Organisation Européenne de Coopération Economique

M. Averell Harriman, ambassadeur de l'E.C.A. a assisté à la séance du Comité exécutif de l'Organisation européenne de coopération économique tenue à Paris.

Le 23 juin, la session du Comité exécutif doit se terminer au jour'hui. Elle a eu pour tâche de discuter les questions qui seront à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil de l'Organisation européenne de coopération économique.

### Le départ subit de l'escadre américaine

L'escadre américaine comprenant les porte-avions « Kearsarge » et trois croiseurs, qui a levé l'ancre lundi, à Naples, ne devait le faire que samedi.

Les marins américains se trouvant en ville ont été regroupés et ramené d'urgence à bord. Les policiers ont ordonné la constitution de patrouilles spécialement chargées de rechercher en secteur soviétique les détenteurs de marks occidentaux.

### Le fastidieux débat sur l'accord bilatéral à la Chambre

Il ajoute : Vous connaissez l'auteur de ce discours M. Molotov (à droite et au centre).

M. Peyroles, qui préside la séance, indique ensuite que M. L. Terrenoire, Kuehn, Le Bail, Bergasse et Philip, qui étaient inscrits sont absents.

M. Georges Bidault s'inquiète de cette « discorde » entre les deux députés. Cependant qu'un député constate que les débats sont désorganisés.

Mais M. André Philip entre dans l'arène, et la Présidence lui donne la parole. Il déclare que la France et l'Europe ont absolument besoin d'une aide extérieure, indispensable à leur existence.

Il rétrace alors les étapes de la carrière politique de Georges Mandel, qui se révéra dans toute sa vigueur dans la nouvelle guerre.

M. Edouard Herriot rappelle les journées tragiques de 1940, puis le double rôle de Mandel, ancien ministre de l'Intérieur.

### HOMMAGE A GEORGES MANDEL

Au début de la séance de l'après-midi, à l'occasion du quatrième anniversaire de la mort de Georges Mandel, l'Assemblée, saisie d'une proposition de résolution de tous les présidents de groupes, écoute debout une allocution de son président.

Dans son discours, le président Herriot évoque des souvenirs personnels sur celui qui fut, dit-il, « un homme de combat » pour lequel la Patrie demeurerait au-dessus de tout.

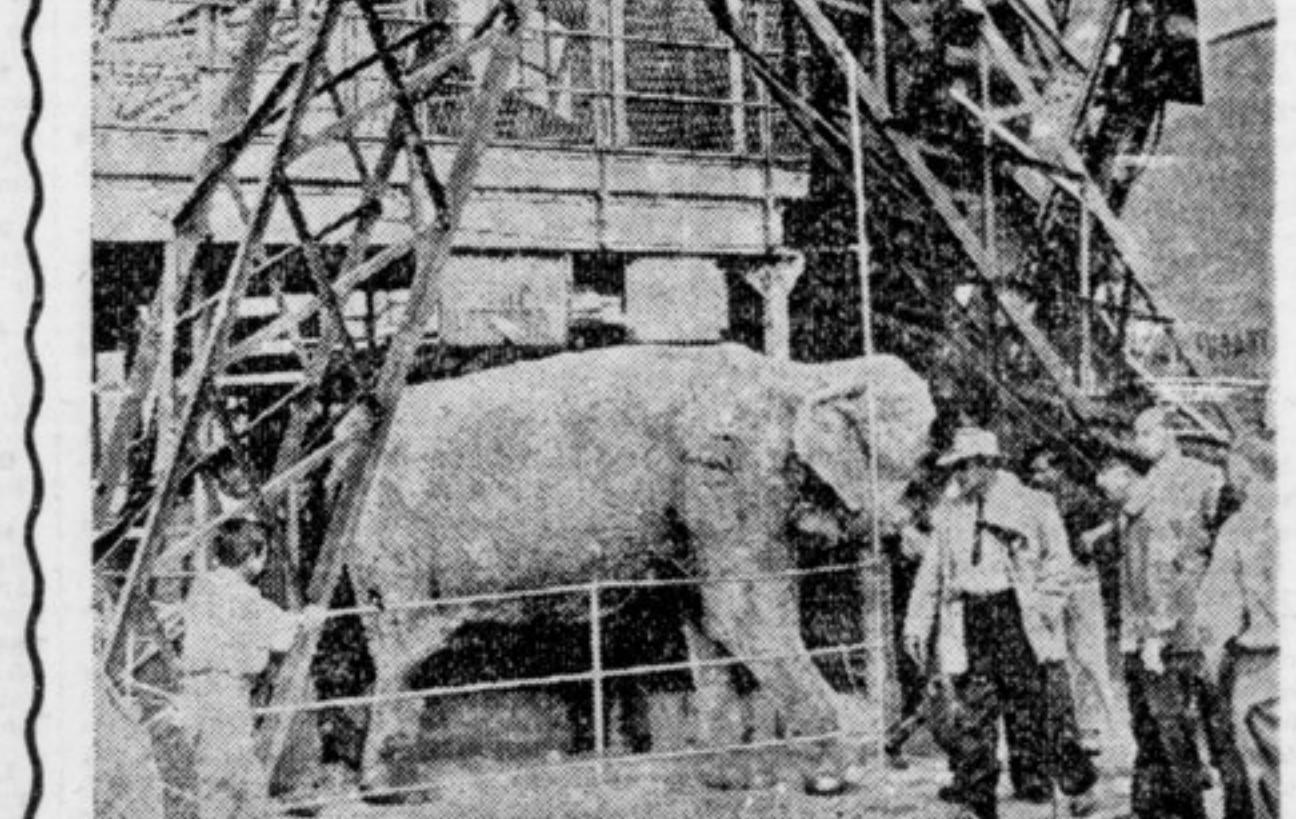
Il rétrace alors les étapes de la carrière politique de Georges Mandel, qui se révéra dans toute sa vigueur dans la nouvelle guerre.

M. Edouard Herriot rappelle les journées tragiques de 1940, puis le double rôle de Mandel, ancien ministre de l'Intérieur.

« Georges Mandel, conclut M. Herriot, au nom de l'Assemblée Nationale, je vous salue. La politique que nous avons suivie, séparément, l'amour de la Patrie nous a réunis. Votre nom sera conservé dans nos annales. J'en donne l'assurance à ceux et à celles qui vous ont entourés de leurs soins et qui, avec nous, conserveront précieusement votre souvenir ».

La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité.

### Jamais trop tard pour bien faire...



Mary, éléphant de cirque qui a dépassé un siècle et demi, va monter à la Tour Eiffel où elle boira un seau de champagne

Ernest CAUDRON.